RDC

L'ex-premier ministre français Manuel Valls réapparaît à Kinshasa

Ancien chef du gouvernement de François Hollande, Manuel Valls s'est discrètement rendu en RDC fin avril, où il a accepté de prendre la présidence d'un modeste think-tank lancé par une poignée de proches du président Félix Tshisekedi.

Publié le 01.05.2024 à 4h40 GMT Lecture 2 minutes



Manuel Valls à Paris, le 9 octobre 2023. © Anna Margueritat/Hans Lucas via AFP

L'ancien premier ministre français Manuel Valls a séjourné à Kinshasa fin avril à l'invitation de l'État congolais, pour qui il a accepté de présider le Centre international de diplomatie francophone (CIDF). Ce think-tank, en cours de création et aux contours flous, est piloté par l'homme d'affaires actif en politique Tony Kanku Shiku, cousin du chef de l'État, Félix Tshisekedi, qui en est le président d'honneur.

Manuel Valls est moins familier de la RDC que du Congo, de Denis Sassou-Nguesso, où il avait notamment été introduit par Jean-Yves Ollivier, à qui il avait remis la Légion d'honneur (AI du 01/07/15). Il est aussi suspecté par les enquêteurs des douanes françaises de relations financières avec le trader pétrolier congolais Lucien Ebata, comme l'avait révélé le quotidien français *Libération* en janvier 2023.

Nouvel outil d'influence

De l'autre côté du fleuve, à Kinshasa, Manuel Valls s'est laissé guider par la femme d'affaires Claude Brightman, connue comme une lobbyiste très active en faveur d'Israël. Cette dernière avait été reçue à la Cité de l'Union africaine au début du mandat de Félix Tshisekedi. Puis, elle avait profité d'une visite de celui-ci en Israël, en octobre 2021, pour le faire docteur honoris causa du Netanya Academic College, un établissement universitaire doté d'un campus francophone, qu'elle préside.

Dans ce nouveau CIDF créé à Kinshasa, elle fait fonction de vice-présidente. À ce titre, elle s'est entretenue, en compagnie de Manuel Valls, avec Tony Kanku Shiku et des cadres de son parti, l'Alliance des acteurs attachés au peuple (AAAP). Tony Kanku Shiku entend faire de cet instrument, à l'avenir incertain tant il semble peu concret, un nouvel outil d'influence pour le compte du président Tshisekedi.